



Communiqué de section UNSA ICNA du 4 mai 2011

La section locale UNSA ICNA s'était déjà positionnée contre les ADI croisées. Cette mauvaise solution à un vrai problème crée de plus un précédent inquiétant pour les autres ICNA des terrains de France.

La réunion « sociale » tenue à la DO confirme que les personnels qui ont en théorie le choix de ne pas rentrer dans le rigide processus Pyrénées seront évincés de leur centre à l'échelle de 5 ans avec probablement un malus à la CAP. Pour ceux arrivés à Pau ou à Tarbes après le 7 avril 2009, ce choix n'existe pas, mais les conditions dans lesquelles ils seront formés et utilisés ne sont toujours pas connues. Qu'en penseraient les membres du « GT qualité de vie au travail » qui se réunit le 20 mai ?

Le passage de Pau à Pyrénées entraîne un déclassement en groupe D avant même la publication des chiffres officiels ! Amis ICNA du reste de la France, personne ne doute désormais que vous allez être nombreux à postuler sur la liste d'attente pour venir travailler dans un groupe D, en sous effectif, sur deux sites différents et avec 24 mois minimum de formation et sans garanties sur la sécurité de la transition !

Les formations aux ADI croisés nous ont été imposées sous la pression et la menace, pour autant, la section UNSA ICNA

- Ne considère pas que les PFU et PCU de Tarbes et de Pau fusionnés représentent une étude de sécurité sur l'exercice simultané de deux ADI (voire deux APS) sur deux sites différents.
- Exige en particulier comme le stipule la feuille de route émanant de l'assemblée générale de décembre 2010 que l'aspect facteurs humains soit étudié conformément aux ESARR4
- Exige le maintien permanent du travail en équipes
- Exige l'établissement d'un tour de service prévisionnel à chaque qualifié supplémentaire
- Refuse que certaines populations Pyrénées doivent passer une qualification APS Tarbes en totale rupture avec les décisions du CTP DSNA dont les points sont pour le reste gravés dans le marbre.
- Exige qu'un effectif qualifié minimal à Pau et à Tarbes soit garanti pour démarrer des formations chronophages. Cet effectif réel ne pourra être inférieur aux BOs actuels. Comme dans le cas d'autres centres (Montpellier, par exemple), il est indispensable d'augmenter l'effectif pendant la période de transition. En particulier, il est irréaliste de débiter des formations avant de connaître le nombre de personnels qui partiront lors de la CAP de juin 2011.

Devant autant d'interrogations, d'approximations voire de carences, après deux ans de « travail », la section UNSA ne peut que se poser des questions sur la réelle motivation de l'administration à faire avancer le dossier Pyrénées dans le bon sens. Que ce soit par amateurisme ou réelle volonté de fermer les deux tours, depuis de trop longues années, ce sont les personnels que l'on oppose, la sécurité que l'on néglige et les humains que l'on broie.